

III/ AMÉNAGER LES VILLES DE DEMAIN : RÉDUIRE LES FRACTURES SOCIALES ET SPATIALES

Fragmentation urbaine : des espaces urbains contigus fonctionnent sans lien à cause des écarts sociaux importants de leurs populations respectives.

Gentrification : remplacement des ménages modestes par des catégories plus aisées.

Entre-soi : stratégie d'évitement des plus pauvres que soi dans les choix d'habitat ou dans la vie sociale

Politiques de club : refus de certaines communes de s'urbaniser, d'accueillir du logement social ou des équipements pour préserver la qualité de l'environnement résidentiel)

ANRU : Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (2003) chargée du Programme National de Rénovation Urbaine. Elle doit accompagner les projets urbains visant à réinsérer les quartiers dans la ville, à créer de la mixité sociale et de la diversité fonctionnelle (finance des démolitions, des logements sociaux...)

Loi SRU : Solidarité et Renouvellement Urbain (Texte p. 121)

► Un espace urbain de plus en plus fragmenté [réalités & dynamiques à l'échelle urbaine]

- La ségrégation socio-spatiale urbaine est ancienne (opposition historique beaux quartiers /quartiers populaires). Mais elle s'accroît aujourd'hui et une véritable fragmentation spatiale est à l'œuvre dans tout l'espace à dominante urbaine.
- La ville-centre est un espace fragmenté où la pauvreté et l'insalubrité existent (Cf. Caen / ou le fort indice d'exclusion de Toulouse). Des mutations s'y poursuivent, ainsi la gentrification de certains centres-villes (Paris) qui va de pair avec leur revalorisation voulue par les maires (réhabilitation de l'habitat, rues piétonnes, éclairage des monuments, reconversion des friches, nouveau commercial ou tertiaire) ...
- Dans les banlieues : des secteurs ou communes aisés contrastent avec des « grands ensembles » populaires souvent classés en Zone Urbaine Sensible. Ces ZUS sont touchées par la paupérisation (liée à la crise économique) et par l'ethnisation ; le départ des couches moyennes en fait des zones de relégation, source de violence urbaine. (Image des cités ghettos).
- L'espace périurbain connaît la fragmentation : les classes moyennes investissent souvent les premières couronnes (desservies et équipées) pour accéder à la propriété dans des maisons individuelles (ensemble pavillonnaires). Les ménages les plus modestes se trouvent relégués dans les périphéries plus éloignées.

► Vers des villes françaises à plusieurs vitesses ? [Facteurs explicatifs & enjeux]

- Les causes. La fragmentation urbaine progresse sous l'effet des stratégies de certains groupes sociaux et sous l'effet de la flambée des prix du logement (résultant de la métropolisation et de la croissance urbaine). En effet, les groupes sociaux favorisés sont tentés de se mettre à l'écart de la société urbaine : le choix du lieu d'habitation est guidé par les aménités éventuelles, mais aussi par une croissante recherche de l'entre-soi. D'où la multiplication des ensembles résidentiels fermés (surtout en région parisienne et dans le Sud du pays), la pratique de l'évitement scolaire, ou encore les « politiques de club ».
- Un risque de fracture urbaine ? Les zones privilégiées contrastent avec les ZUS qui concentrent les difficultés sociales (chômage, problème de logement, santé, faibles qualifications et mobilité moindre). Globalement la mixité sociale semble reculer dans l'espace à dominante urbaine, et cela pose le problème central de l'égalité du cadre de vie des citoyens (inégale accessibilité, inégale présence des commerces, des équipements, des services publics...). Mais il faut nuancer : en France, les résidences fermées ne sont pas comparables aux *gated communities* américaines car elles n'abritent que très peu de services collectifs. De plus, la mobilité quotidienne des citoyens donne l'occasion aux groupes sociaux de se côtoyer dans les espaces publics (centres commerciaux...). Enfin, les « politiques de la ville » visent à corriger les inégalités et éviter la fracture, dans une perspective de développement durable.

► Une succession de politiques de la ville, des résultats incertains et de nouveaux défis

- Une « politique de la ville » existe depuis la fin des années 1970. Elle est centrée sur les quartiers en difficultés, identifiés en tant que ZUS (750 regroupant 4,5 M de personnes). Les interventions publiques consistent à lutter contre le chômage (dans les ZUS, 100 Zones Franches Urbaines bénéficient de dispositifs d'aide à la création d'emplois) et à améliorer le cadre bâti et l'équipement (le programme national de rénovation urbaine vise à restructurer plus de 500 quartiers en ZUS sous l'égide de l'ANRU). Mais les résultats sont limités : transformer le cadre ne résout ni les problèmes sociaux, ni les tensions urbaines, ni le déficit en logements (3,6 M de personnes mal logées malgré la loi DALO).
- De nouveaux défis. La fragmentation spatiale est aussi fonctionnelle (pas seulement sociale) : les quartiers se spécialisent ainsi selon des fonctions d'habitat, commerciale, industrielle, tertiaire... Il en résulte des déplacements urbains qui ne cessent de s'allonger et de polluer. Or, tous les citoyens ne sont pas également mobiles (cités mal desservies, absence de véhicule, coût de la mobilité). Des transports collectifs plus « doux » peuvent contribuer au décloisonnement des quartiers et à la décongestion du centre-ville. L'enjeu majeur est bien de produire la ville durable assurant la mixité sociale et la mixité fonctionnelle, dans un environnement de qualité. La loi SRU de 2001 impose un objectif de 20% de logements sociaux par commune 2020 (elle est peu respectée, beaucoup préfèrent payer les amendes). Les acteurs de l'intercommunalité sont de plus en plus sollicités pour aménager la ville durable au travers des SCOT et des PDU (plan de déplacement urbain). Les projets expérimentaux d'écoquartiers se multiplient aujourd'hui sans qu'il soit facile de dresser un bilan (simples vitrines ? ou reproductibles ?)